

Logique de l'exploitation

INSÉCURITÉ ET BANDITISME À MADAGASCAR

Les organismes publics de sécurité à Madagascar ne reflètent ni les besoins en sécurité de la population, ni les exigences de l'État. Ils ont plutôt été façonnés par les circonstances historiques du processus de décolonisation de l'île. Faible dès le départ et constamment miné par une influence extérieure, le secteur de la sécurité a été tour à tour instrumentalisé par les chefs d'État et leur entourage. Au lieu de constituer des unités efficaces à la vocation manifeste, l'armée, la gendarmerie et la police sont composées de forces extrêmement mal payées et d'un nombre bien trop élevé de responsables de haut rang cherchant à servir leurs intérêts politiques et économiques.

Cinquante ans après l'indépendance de Madagascar, les forces armées et la police font partie des problèmes de sécurité sur l'île. Le renversement du président Marc Ravalomanana en mars 2009 n'est pas dû à un coup d'État militaire violent, ni à un mouvement populaire, comme le revendique souvent la Haute Autorité de Transition (HAT), le gouvernement de transition actuel d'Andry Rajoelina. En réalité, Ravalomanana avait perdu le contrôle de l'appareil de sécurité de l'État, et c'est la mutinerie des sous-officiers qui a joué un rôle fondamental dans le transfert anti-constitutionnel du pouvoir vers Rajoelina.

Outre l'emplacement stratégique de Madagascar, l'absence d'infrastructures de base, le terrain difficile et les frontières poreuses attirant des prédateurs qui pillent les ressources naturelles et se livrent à des trafics illicites, le dysfonctionnement du secteur de la sécurité a créé les conditions d'une violence armée d'une ampleur inquiétante. Le chapitre considère trois formes principales d'insécurité : la criminalité armée, le banditisme rural à grande échelle et les réseaux de trafic internationaux sévissant sur l'île. Ce faisant, il met l'accent sur le rôle des acteurs de la sécurité d'État, qui n'ont pas su enrayer l'insécurité et l'ont perpétuée.



Il n'apparaît pas clairement combien de personnes ont péri lorsque les forces de sécurité gardant les bureaux présidentiels de Marc Ravalomanana ont tiré sur les manifestants, 7 février 2009. © Walter Astrada/AFP Photo



Soldats rebelles fidèles à Andry Rajoelina prenant le contrôle d'un bureau présidentiel dans le centre d'Antananarivo, 16 mars 2009.
© Jerome Delay/AP Photo.

Les principales conclusions de ce chapitre sont les suivantes :

- Dans une grande mesure, l'incapacité de Madagascar à mettre en place des forces de sécurité publiques efficaces peut être attribuée à son héritage colonial et son emplacement stratégique. Par conséquent, la raison principale qui motive une carrière militaire ou policière est la quête d'enrichissement personnel.
- Depuis leur politisation et instrumentalisation dans les années 70, les forces armées malgaches ont constamment été impliquées dans des luttes pour le pouvoir politique et l'accès économique aux richesses naturelles du pays.
- Aujourd'hui, le secteur de la sécurité à Madagascar est composé de forces régulières extrêmement mal payées et mal équipées, de trop d'officiers haut gradés, et d'un foisonnement d'unités d'interventions spéciales dotées de mandats douteux.
- La collusion entre les entités du secteur de la sécurité du pays et les intérêts aussi bien nationaux qu'étrangers s'est fortement intensifiée depuis la crise politique de début 2009. Étant donné le vide sécuritaire qui en découle, la criminalité armée prend de l'ampleur, le banditisme rural augmente et Madagascar gagne de l'importance en tant que plateforme du trafic illicite international.
- L'administration publique a encouragé la mise en place d'initiatives de protection du voisinage et de groupes d'autodéfense communautaires. Elle a également fermé les yeux sur les opérations de traque très agressives des bandits ruraux menées par les sociétés de sécurité privée.

Les forces armées et la police font désormais partie des problèmes de sécurité à Madagascar.

Dans le même temps, la majorité des programmes de développement bilatéraux et multilatéraux reste suspendue car ces derniers exigent, semble-t-il, un partenaire national légitime. Tout comme en 2002, lorsque le pays était au bord de la guerre civile, la communauté internationale a adopté une stratégie d'attentisme, en s'abstenant de prendre part à la crise et en espérant le retour d'un gouvernement élu pour que la coopération au développement puisse reprendre son cours.

Chaque jour d'impasse politique supplémentaire à Madagascar joue en faveur des réseaux criminels qui continuent à renforcer leur présence sur l'île. Tant que la crise ne sera pas résolue et que les défaillances du secteur de sécurité ne seront pas attaquées de front, la prédation économique, la détérioration écologique, la violence armée et l'extrême pauvreté demeureront les principales caractéristiques de la quatrième plus grande île au monde. 🚩